

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2004 — 4546

[2004/203584]

**10 NOVEMBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant les modalités d'application de l'étiquetage facultatif de la viande bovine**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment les articles 3 et 8, modifiés par les lois des 29 décembre 1990 et 5 février 1999 et par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et concernant l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine et abrogeant le règlement (CE) n° 820/97 du Conseil;

Vu le règlement (CE) n° 1825/2000 de la Commission du 25 août 2000 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 27 mai 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 avril 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 2004;

Vu l'avis n° 37.293/4 du Conseil d'Etat, donné le 30 juin 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o Ministre : le Ministre de l'Agriculture;

2^o Administration : la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

3^o Service : la Direction de la Qualité des Produits de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

4^o viande bovine préemballée : l'unité de vente constituée de la viande bovine et de l'emballage dans lequel elle a été conditionnée avant sa présentation à la vente au consommateur final, que cet emballage la recouvre entièrement ou partiellement, mais de telle façon que le contenu ne puisse être modifié sans que l'emballage subisse une ouverture ou une modification;

5^o information facultative : toute information mentionnée dans l'étiquetage de la viande bovine non imposée par l'arrêté royal du 9 juin 1999 relatif à l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine ou par d'autres législations européennes, nationales ou régionales, et qui concerne certaines caractéristiques ou les conditions de production de la viande étiquetée ou de l'animal dont elle provient; le simple respect des dispositions légales ne peut faire l'objet d'une information facultative;

6^o opérateur : personne physique ou morale assurant, dans un but lucratif ou non, des activités liées aux étapes de production, de transformation ou d'importation de la viande bovine en vue de sa commercialisation ou qui commercialise de la viande bovine;

7^o règlement (CE) n° 1760/2000 : le règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et concernant l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine et abrogeant le règlement (CE) n° 820/97 du Conseil;

8^o règlement (CE) n° 1825/2000 : le règlement (CE) n° 1825/2000 de la Commission du 25 août 2000 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine.

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 2. Toute information facultative mentionnée dans l'étiquetage de la viande bovine produite, transformée, conditionnée et/ou commercialisée sur le territoire de la Région wallonne doit satisfaire aux exigences fixées dans le présent arrêté et faire l'objet d'un cahier des charges, proposé par un opérateur ou une organisation et agréé par le Ministre.

Lorsque la viande bovine est produite, transformée, conditionnée et/ou commercialisée dans plusieurs Régions, dont la Région wallonne, l'agrément délivré en application du règlement (CE) n° 1760/2000 par les autres autorités compétentes pour les opérations ayant lieu sur leur territoire est reconnu par la Région wallonne.

CHAPITRE III. — *Agrément des cahiers des charges*

Art. 3. § 1^{er}. Aux fins d'obtenir l'agrément, l'opérateur ou l'organisation adresse à l'Administration un cahier des charges, comprenant au moins les éléments visés à l'article 16, § 1^{er}, du règlement (CE) n° 1760/2000.

§ 2. A la réception de la demande d'agrément, le Service envoie un accusé de réception à l'opérateur ou l'organisation demandeur, mentionnant le délai dans lequel une décision sera prise.

§ 3. Après instruction de la demande d'agrément, éventuellement complétée par l'opérateur ou l'organisation demandeur à la requête du Service, l'Administration soumet une proposition motivée d'octroi ou de refus de l'agrément à l'approbation du Ministre.

§ 4. Le Service informe l'opérateur ou l'organisation demandeur de la décision prise par le Ministre.

Art. 4. Sans préjudice de l'article 16, § 2, du règlement (CE) n° 1760/2000, est refusé tout cahier des charges portant sur une information facultative utilisant les termes "Région wallonne", "wallon" ou "wallonne", ou le nom d'une région de la Région wallonne, lorsque ce nom peut donner lieu à des confusions ou à des difficultés de contrôle, ou lorsque ce nom est réservé à des viandes bovines dans le cadre du règlement (CEE) n° 2081/92 du Conseil du 14 juillet 1992 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires.

Art. 5. Par dérogation à l'article 2, la viande bovine en petits conditionnements pour la vente au détail, étiquetée dans une Région autre que la Région wallonne conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 1760/2000 et conformément à un cahier des charges agréé par l'autorité compétente concernée, peut être commercialisée sans agrément préalable dudit cahier des charges par le Ministre pour autant que :

1° les conditionnements en question ne soient pas modifiés;

2° le cahier des charges approuvé par l'autorité compétente de la Région d'emballage couvre également la commercialisation en Région wallonne de la viande bovine préemballée;

3° l'autorité compétente ayant agréé le cahier des charges ait préalablement fourni à l'Administration les informations nécessaires.

Art. 6. Toute modification apportée à un cahier des charges agréé doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'agrément conformément aux dispositions des articles 3 à 5.

Art. 7. Lorsqu'il est avéré qu'un opérateur ou une organisation n'a pas satisfait au cahier des charges agréé par le Ministre, celui-ci prend des sanctions à l'encontre de tout opérateur ou organisation dans les conditions visées à l'article 18 du règlement (CE) n° 1760/2000, sur proposition de l'Administration.

Art. 8. Le Service est chargé d'établir le registre des cahiers des charges approuvés tel que prévu à l'article 10 du règlement (CE) n° 1825/2000.

CHAPITRE IV. — Organismes de contrôles

Art. 9. § 1^{er}. Le respect du cahier des charges est contrôlé par un organisme de contrôle agréé par le Ministre.

§ 2. Pour être agréé par le Ministre, l'organisme doit :

1° être accrédité pour le cahier des charges concerné selon la norme européenne EN 45011 ou, à défaut, être accrédité dans le domaine agroalimentaire et être en cours d'extension d'accréditation pour le cahier des charges concerné tout en y appliquant les exigences de la norme EN 45011;

2° offrir des garanties suffisantes d'objectivité et d'impartialité à l'égard de tout opérateur ou organisation soumise à un contrôle;

3° avoir en permanence à disposition les experts et les moyens nécessaires pour assurer les contrôles de la viande bovine concernée par l'étiquetage facultatif.

§ 3. Le candidat organisme de contrôle adresse sa demande d'agrément à l'Administration. La demande d'agrément contient au minimum :

1° la dénomination et le siège social de l'organisme;

2° l'exposé des compétences et des moyens techniques dont il dispose dans le domaine pour lequel l'agrément est demandé;

3° l'identification de la personne physique responsable de l'ensemble des contrôles réalisés;

4° la preuve du respect des conditions visées au § 2.

§ 4. Le Service examine la demande; il peut requérir des justifications supplémentaires.

§ 5. Après instruction de la demande d'agrément, éventuellement complétée par l'organisme demandeur à la requête du Service, l'Administration soumet une proposition motivée d'octroi ou de refus d'agrément à l'approbation du Ministre.

§ 6. Si l'agrément est accordé, il fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. § 1^{er}. Outre les contrôles par sondage réalisés conformément à l'article 7, § 2, du règlement (CE) n° 1825/2000, l'organisme de contrôle est tenu de s'assurer régulièrement, et au moins une fois par an, auprès des opérateurs ou de l'organisation concernés, que les conditions fixées par le cahier des charges sont respectées.

Dans le cas où l'organisme de contrôle constate que les actions correctives demandées suite à des manquements signalés n'ont pas été mises en œuvre, il le notifie sans délai au Service.

§ 2. L'organisme de contrôle remet au Service un rapport d'activité annuel au plus tard le 1^{er} avril dans lequel sont notamment repris une description des méthodes de contrôle utilisées et une synthèse des résultats obtenus.

§ 3. L'organisme de contrôle se soumet aux contrôles du Service et lui transmet toute information requise par lui dans le cadre de l'agrément.

Art. 11. § 1^{er}. L'organisme de contrôle peut à tout moment renoncer à son agrément par courrier recommandé adressé à la fois à l'Administration et au Ministre au moins six mois avant que cette renonciation ne prenne effet.

§ 2. L'agrément de l'organisme de contrôle est retiré s'il ne satisfait plus aux conditions fixées à l'article 9 et aux obligations fixées à l'article 10, selon la procédure qui suit.

L'organisme de contrôle est préalablement informé par l'Administration des motifs justifiant la mesure envisagée.

L'organisme de contrôle est entendu par le directeur général de l'Administration et peut soumettre un mémoire à l'appui de sa défense. L'audition fait l'objet d'un procès-verbal.

Le procès-verbal, le mémoire éventuel et tout autre élément de nature à justifier le retrait d'agrément sont ensuite soumis au Ministre pour décision définitive.

§ 3. Le retrait d'agrément entre en vigueur dans un délai fixé en accord avec l'opérateur ou l'organisation titulaire du cahier des charges agréé, sans toutefois dépasser six mois à dater de la décision du Ministre. Il fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge*.

CHAPITRE V. — *Conditions d'étiquetage*

Art. 12. § 1^{er}. Toute information facultative ne peut être ajoutée à l'étiquetage de la viande bovine que si elle est accompagnée du nom ou du logo d'identification de l'opérateur ou de l'organisation à l'origine de cette information facultative.

Dans le cas d'une autorisation d'utilisation du nom d'une région de la Région wallonne, il doit être complété par le nom de la Belgique.

§ 2. L'information facultative peut apparaître sur des étiquettes séparées de l'étiquette portant les mentions obligatoires telles que définies par l'arrêté royal du 9 juin 1999 relatif à l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine à condition que la composante principale de ladite information facultative soit reprise sur l'étiquette obligatoire.

§ 3. Les étiquettes satisfont aux conditions suivantes :

- 1° elles adhèrent en permanence, selon le cas, à la viande, au conditionnement ou à l'emballage;
- 2° au cas où elles sont appliquées directement sur la viande, elles ne peuvent contenir de substance pouvant avoir des effets nocifs pour la santé humaine ou altérer les caractéristiques organoleptiques de la viande;
- 3° elles sont appliquées de manière à ne pouvoir être réutilisées et, le cas échéant, à être détruites à l'ouverture du conditionnement ou de l'emballage.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 13. Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Sont d'application les dispositions de l'arrêté royal du 15 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 8 de ladite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le directeur général de l'Administration et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 14. L'article 3, § 5, de l'arrêté royal du 9 juin 1999 relatif à l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine est abrogé.

Art. 15. L'agrément d'un cahier des charges et l'agrément de l'organisme de contrôle concerné accordés en application de l'arrêté royal du 9 juin 1999 relatif à l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine, restent valables pendant une période transitoire de 6 mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 16. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 novembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4546

[2004/203584]

**10. NOVEMBER 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Festsetzung der Anwendungsmodalitäten für die freiwillige Etikettierung des Rindfleisches**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere der Artikel 3 und 8, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Dezember 1990 und vom 5. Februar 1999 und durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1760/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates zur Einführung eines Systems zur Kennzeichnung und Registrierung von Rindern und über die Etikettierung von Rindfleisch und Rindfleischerzeugnissen sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 820/97 des Rates vom 17. Juli 2000;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1825/2000 der Kommission vom 25. August 2000 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1760/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der Etikettierung von Rindfleisch und Rindfleischerzeugnissen;

Aufgrund der Konzertierung vom 27. Mai 2004 zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 15. April abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. April 2004 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 30. Juni 2004 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 37.293/4 des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,
Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Minister: der Minister der Landwirtschaft;

2° Verwaltung: die Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° Dienststelle: die Direktion der Qualität der Erzeugnisse der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° vorverpacktes Rindfleisch: die Verkaufseinheit, die aus dem Rindfleisch und der Verpackung, in der es vor dessen Anbieten zum Verkauf an den Endverbraucher verpackt worden ist, besteht, unabhängig davon, ob diese Verpackung das Fleisch völlig oder teilweise bedeckt, aber so dass der Inhalt nicht verändert werden kann, ohne dass die Verpackung geöffnet oder geändert wird;

5° freiwillige Information: jegliche auf dem Etikett des Rindfleisches stehende Information, die nicht durch den Königlichen Erlass vom 9. Juni 1999 über die Etikettierung des Rindfleisches und der aus Rindfleisch gefertigten Produkte oder durch andere europäische, nationale oder regionale Gesetzgebungen auferlegt wird, und die bestimmte Merkmale oder die Produktionsbedingungen des etikettierten Fleisches oder des Tieres, von dem es stammt, betrifft; die bloße Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen darf nicht Gegenstand einer freiwilligen Information sein;

6° Marktteilnehmer: natürliche oder juristische Person, die mit der Produktion, der Verarbeitung oder dem Import von Rindfleisch verbundene Tätigkeiten im Hinblick auf dessen Vermarktung ausübt oder die Rindfleisch vermarktet, unabhängig davon, ob ein Erwerbszweck besteht oder nicht;

7° Verordnung (EG) Nr. 1760/2000: die Verordnung (EG) Nr. 1760/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates zur Einführung eines Systems zur Kennzeichnung und Registrierung von Rindern und über die Etikettierung von Rindfleisch und Rindfleischerzeugnissen sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 820/97 des Rates vom 17. Juli 2000;

8° Verordnung (EG) Nr. 1825/2000: die Verordnung (EG) Nr. 1825/2000 der Kommission vom 25. August 2000 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1760/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der Etikettierung von Rindfleisch und Rindfleischerzeugnissen.

KAPITEL II — *Anwendungsbereich*

Art. 2 - Jede freiwillige Information, die in der Etikettierung des auf dem Gebiet der Wallonischen Region produzierten, verarbeiteten und/oder vermarkteten Rindfleisches angegeben wird, muss den in dem vorliegenden Erlass festgesetzten Anforderungen genügen und Gegenstand von von einem Marktteilnehmer oder einer Organisation vorgeschlagenen und vom Minister genehmigten Spezifikationen sein.

Wird das Rindfleisch in mehreren Regionen, unter denen die Wallonische Region steht, produziert, verarbeitet, verpackt und/oder vermarktet, so wird die in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 1760/2000 von den anderen für die auf deren Gebiet stattfindenden Vorgänge zuständigen Behörden ausgestellte Zulassung von der Wallonischen Region anerkannt.

KAPITEL III — *Zulassung der Spezifikationen*

Art. 3 - § 1. Um die Zulassung zu erhalten, übermittelt der Marktteilnehmer oder die Organisation der Verwaltung Spezifikationen, in denen mindestens die in Artikel 16, § 1, der Verordnung (EG) Nr. 1760/2000 stehenden Angaben enthalten sind.

§ 2. Nach Eingang des Antrags auf Zulassung schickt die Dienststelle dem antragstellenden Marktteilnehmer oder der antragstellenden Organisation eine Empfangsbestätigung zu, in der die Frist, innerhalb welcher ein Beschluss gefasst wird, angegeben ist.

§ 3. Nach der Untersuchung des Antrags auf Zulassung, den der antragstellende Marktteilnehmer oder die antragstellende Organisation eventuell auf Anfrage der Dienststelle ergänzt hat, übermittelt die Verwaltung dem Minister einen mit Gründen versehenen Vorschlag im Hinblick auf die Gewährung bzw. die Verweigerung der Zulassung zur Genehmigung.

§ 4. Die Dienststelle informiert den antragstellenden Marktteilnehmer oder die antragstellende Organisation über den vom Minister gefassten Beschluss.

Art. 4 - Unbeschadet des Artikels 16, § 2, der Verordnung (EG) Nr. 1760/2000 werden jegliche Spezifikationen abgelehnt, die eine freiwillige Information betreffen, bei der die Wörter "Wallonische Region", "wallonisch" oder "wallonische" oder der Name einer Region der Wallonischen Region benutzt werden, wenn dieser Name Anlass zu Verwechslungen oder zu Kontrollschwierigkeiten geben kann oder wenn dieser Name für Rindfleisch im Rahmen der Verordnung (EEG) Nr. 2081/92 des Rates vom 14 Juli 1992 zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel vorbehalten ist.

Art. 5 - In Abweichung von Artikel 2 kann Rindfleisch in kleinen Verpackungen für den Einzelhandel, das in einer anderen Region als der Wallonischen Region gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1760/2000 und gemäß von der betroffenen zuständigen Behörde zugelassenen Spezifikationen etikettiert worden ist, ohne vorherige Zulassung der besagten Spezifikationen durch den Minister vermarktet werden, wenn:

1° die betreffenden Verpackungen nicht abgeändert werden;

2° die von der zuständigen Behörde der Region, wo die Verpackung vorgenommen wird, genehmigten Spezifikationen ebenfalls die Vermarktung des vorverpackten Rindfleisches in der Wallonischen Region decken;

3° die zuständige Behörde, die die Spezifikationen genehmigt hat, der Verwaltung die notwendigen Auskünfte zuvor übermittelt hat.

Art. 6 - Jede Abänderung an genehmigten Spezifikationen muss Gegenstand eines neuen Antrags auf Zulassung gemäß den Bestimmungen der Artikel 3 bis 5 sein.

Art 7 - Erweist es sich, dass ein Marktteilnehmer oder eine Organisation den vom Minister zugelassenen Spezifikationen nicht genügt hat, so spricht Letzterer Strafmaßnahmen gegen jeden Marktteilnehmer oder jede Organisation unter den in Artikel 18 der Verordnung (EG) Nr. 1760/2000 erwähnten Bedingungen auf Vorschlag der Verwaltung aus.

Art. 8 - Die Dienststelle wird damit beauftragt, die Aufzeichnungen über die genehmigten Spezifikationen so wie in Artikel 10 der Verordnung (EG) Nr. 1825/2000 vorgesehen zu erstellen.

KAPITEL IV — *Kontrolleinrichtungen*

Art. 9 - § 1. Die Einhaltung der Spezifikationen wird durch eine vom Minister zugelassene Kontrolleinrichtung überprüft.

§ 2. Um vom Minister zugelassen zu werden muss die Einrichtung:

1° für die betroffenen Spezifikationen gemäß der europäischen Norm EN 45011 akkreditiert sein oder, in Ermangelung davon, im Bereich der Land- und Ernährungswirtschaft akkreditiert sein und die Ausdehnung der Akkreditierung für die betroffenen Spezifikationen bereits beantragt haben und dabei die Anforderungen der Norm EN 45011 anwenden;

2° ausreichende Garantien im Bereich der Objektivität und der Unparteilichkeit gegenüber jedem Marktteilnehmer oder jeder einer Kontrolle unterzogenen Organisation bieten;

3° permanent über die notwendigen Sachverständigen und Mittel verfügen, um die Kontrollen des durch die freiwillige Etikettierung betroffenen Rindfleisches durchzuführen.

§ 3. Die kandidierende Kontrolleinrichtung übermittelt der Verwaltung ihren Antrag auf Zulassung. Der Antrag auf Zulassung enthält mindestens:

1° die Bezeichnung und den Gesellschaftssitz der Einrichtung;

2° die Darlegung der Kompetenzen und der technischen Mittel, über welche sie im Bereich, für den die Zulassung beantragt wird, verfügt;

3° die Personalien der für die Gesamtheit der durchgeführten Kontrollen verantwortlichen natürlichen Person;

4° den Beweis der Einhaltung der in § 2 erwähnten Bedingungen.

§ 4. Die Dienststelle untersucht den Antrag; sie kann zusätzliche Nachweise anfordern.

§ 5. Nach der Untersuchung des Antrags auf Zulassung, der eventuell von der antragstellenden Organisation auf Anfrage der Dienststelle vervollständigt worden ist, unterbreitet die Verwaltung dem Minister einen begründeten Vorschlag zur Gewährung oder zur Verweigerung der Zulassung zur Genehmigung.

§ 6. Wird die Zulassung gewährt, so ist sie Gegenstand einer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Art. 10 - § 1. Zusätzlich zu den gemäß Artikel 7, § 2, der Verordnung (EG) 1825/2000 durchgeführten Stichprobenkontrollen muss die Kontrolleinrichtung sich regelmäßig und mindestens einmal im Jahr bei den Marktteilnehmern oder der Organisation, die betroffen sind, davon vergewissern, dass die in den Spezifikationen festgesetzten Bedingungen eingehalten werden.

Falls die Kontrolleinrichtung feststellt, dass die korrigierenden Aktionen, die infolge angezeigter Versäumnisse angefordert wurden, nicht durchgeführt worden sind, setzt sie die Dienststelle unverzüglich davon in Kenntnis.

§ 2. Spätestens am 1. April übermittelt die Kontrolleinrichtung der Dienststelle einen jährlichen Tätigkeitsbericht, in dem u.a. eine Beschreibung der verwendeten Kontrollmethoden und eine Synthese der erhaltenen Ergebnisse enthalten sind.

§ 3. Die Kontrolleinrichtung lässt sich von der Dienststelle kontrollieren und übermittelt ihr jede Information, die sie im Rahmen der Zulassung anfordert.

Art. 11 § 1. Die Kontrolleinrichtung kann zu jeder Zeit auf ihre Zulassung per an die Verwaltung und an den Minister geschickten Einschreibebrief verzichten, dies mindestens sechs Monate, bevor dieser Verzicht wirksam wird.

§ 2. Die Zulassung wird der Kontrolleinrichtung entzogen, wenn sie den in Artikel 9 festgesetzten Bedingungen und den in Artikel 10 festgesetzten Verpflichtungen nicht mehr genügt, dies gemäß dem folgenden Verfahren.

Die Kontrolleinrichtung wird zuvor von der Verwaltung über die die beabsichtigte Maßnahme rechtfertigenden Gründe informiert.

Die Kontrolleinrichtung wird vom Generaldirektor der Verwaltung angehört und kann einen Schriftsatz zur Unterstützung ihrer Verteidigung vorlegen. Die Anhörung ist Gegenstand eines Protokolls.

Das Protokoll, der eventuelle Schriftsatz und jedes andere Element, anhand dessen der Entzug der Zulassung begründet werden kann, werden danach dem Minister im Hinblick auf eine endgültige Entscheidung vorgelegt.

§ 3. Der Entzug der Zulassung tritt innerhalb einer im Einvernehmen mit dem Marktteilnehmer oder der Organisation, die Inhaber der genehmigten Spezifikationen sind, festgesetzten Frist in Kraft, die jedoch sechs Monate ab der Entscheidung des Ministers nicht überschreiten darf. Er ist Gegenstand einer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

KAPITEL V — *Etikettierungsbedingungen*

Art. 12 - § 1. Jegliche freiwillige Information kann nur dann der Etikettierung des Rindfleisches hinzugefügt werden, wenn ihr der Name oder das Identifizierungszeichen des Marktteilnehmers oder der Organisation, von denen diese freiwillige Information stammt, beigefügt wird.

Im Falle einer Genehmigung der Verwendung des Namens eines Gebiets der Wallonischen Region muss der Name "Belgien" hinzugefügt werden.

§ 2. Die freiwillige Information kann auf Etiketten stehen, die vom Etikett, auf dem die obligatorischen Angaben so wie im Königlichen Erlass vom 9. Juni 1999 über die Etikettierung des Rindfleisches und der aus Rindfleisch gefertigten Produkte stehen, getrennt sind, wenn die Hauptkomponente der besagten freiwilligen Information auf dem obligatorischen Etikett steht.

§ 3. Die Etikette genügen folgenden Bedingungen:

1° sie haften je nach Fall am Fleisch, an der Umverpackung oder an der Verpackung;

2° falls sie unmittelbar auf dem Fleisch angebracht werden, dürfen sie keinen Stoff enthalten, der schädliche Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit haben kann oder der die organoleptischen Merkmale des Fleisches beeinträchtigen kann;

3° sie werden so angebracht, dass sie nicht wiederverwendet werden können und gegebenenfalls so dass sie beim Öffnen der Umverpackung oder der Verpackung zerstört werden.

KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

Art. 13 - Verstöße gegen den vorliegenden Erlass werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß dem Gesetz vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 8 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen.

Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der Verwaltung oder bei dessen Verhinderung um den Beamten, der ihn vertritt.

Art. 14 - Artikel 3, § 5, des Königlichen Erlasses vom 9. Juni 1999 über die Etikettierung des Rindfleisches und der aus Rindfleisch gefertigten Produkte wird aufgehoben.

Art. 15 - Die Zulassung von Spezifikationen und die Zulassung der betroffenen Kontrolleinrichtung, die in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 9. Juni 1999 über die Etikettierung des Rindfleisches und der aus Rindfleisch gefertigten Produkte gewährt worden sind, bleiben gültig während eines Übergangszeitraums von 6 Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses.

Art. 16 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. November 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 4546

[2004/203584]

**10 NOVEMBER 2004. — Besluit van de Waalse Regering
tot bepaling van de modaliteiten voor de toepassing van de vrijwillige etikettering van het rundvlees**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op de artikelen 3 en 8, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 5 februari 1999 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1760/2000 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 juli 2000 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor runderen en inzake de etikettering van rundvlees en rundvleesproducten en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 820/97 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1825/2000 van de Commissie van 25 augustus 2000 tot vaststelling van de uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1760/2000 van het Europees Parlement en de Raad met betrekking tot de etikettering van rundvlees en rundvleesproducten;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid van 27 mei 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 april 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 april 2004;

Gelet op het advies nr. 37.293/4 van de Raad van State, uitgebracht op 30 juni 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o Minister : de Minister van Landbouw;

2^o Administratie : het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3^o Dienst : de directie Productenkwaliteit van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4^o voorverpakt rundvlees : de verkoopenheid bestaande uit het rundvlees en de verpakking waarin het verpakt is vooraleer het te koop aangeboden wordt aan de eindverbruiker, ongeacht of het geheel of gedeeltelijk verpakt is, maar op zulke wijze dat de inhoud niet gewijzigd kan worden zonder dat de verpakking geopend of gewijzigd wordt;

5^o vrijwillige informatie : elk gegeven vermeld op de etikettering van het rundvlees dat niet opgelegd werd krachtens het koninklijk besluit van 9 juni 1999 betreffende de etikettering van het rundvlees en van de rundvleesproducten of krachtens een andere Europese, nationale of gewestelijke wetgeving, en betreffende bepaalde kenmerken of de productievoorwaarden van het geëtiketteerde vlees of van het dier waar het vandaan komt; vrijwillige informatie geldt niet voor de gewone naleving van de wetsbepalingen;

6^o handelaar : natuurlijke of rechtspersoon die, al dan niet met winstoogmerk, activiteiten uitoefent i.v.m. de productie, verwerking of invoer van rundvlees met het oog de commercialisering ervan, of die het rundvlees op de markt brengt;

7^o Verordening (EG) nr. 1760/2000 : Verordening (EG) nr. 1760/2000 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 juli 2000 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor runderen en inzake de etikettering van rundvlees en rundvleesproducten en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 820/97 van de Raad;

8^o Verordening (EG) Nr. 1825/2000 : Verordening (EG) nr. 1825/2000 van de Commissie van 25 augustus 2000 tot vaststelling van de uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1760/2000 van het Europees Parlement en van de Raad met betrekking tot de etikettering van rundvlees en rundvleesproducten.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsveld*

Art. 2. Elke vrijwillige informatie vermeld op de etikettering van rundvlees voorgebracht, verwerkt, verpakt en/of op de markt gebracht op het grondgebied van het Waalse Gewest voldoet aan de vereisten van dit besluit en is het voorwerp van een productspecificatie, voorgesteld door een handelaar of een organisatie en erkend door de Minister.

Als het rundvlees geproduceerd, verwerkt, verpakt en/of op de markt gebracht wordt in verschillende Gewesten, waaronder het Waalse Gewest, wordt de erkenning die overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1760/2000 door de andere bevoegde overheden verleend wordt voor de verrichtingen die op hun grondgebied plaatsvinden, door het Waalse Gewest goedgekeurd.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning van de productspecificaties*

Art. 3. § 1. Om de erkenning te verkrijgen bezorgt de handelaar of de organisatie de administratie een productspecificatie bevattende hoe dan ook de gegevens bedoeld in artikel 16, § 1, van Verordening (EG) nr. 1760/2000.

§ 2. Na ontvangst van de aanvraag om erkenning stuurt de Dienst een bericht van ontvangst naar de handelaar of de organisatie. In dat bericht van ontvangst vermeldt hij de termijn waarin een beslissing genomen zal worden.

§ 3. Na onderzoek van de aanvraag om erkenning, eventueel door de verzoekende handelaar of organisatie aangevuld op verzoek van de Dienst, legt de Administratie een gemotiveerd voorstel tot toekenning of weigering van de erkenning voor aan de goedkeuring van de Minister.

§ 4. De Dienst geeft de verzoekende handelaar of organisatie kennis van de beslissing van de Minister.

Art. 4. Elke productspecificatie betreffende een vrijwillige informatie die gebruik maakt van de termen "Waals Gewest", "Waals" of "Waalse", of van de naam van een regio van het Waalse Gewest wordt geweigerd als die naam verwarring of controlemoeilijkheden kan veroorzaken of bestemd is voor rundvlees in het raam van Verordening nr. 2081/92 van de Raad van 14 juli 1992 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen, onverminderd artikel 16, § 2, van Verordening (EG) nr. 1760/2000.

Art. 5. In afwijking van artikel 2 mag het rundvlees in kleine verpakkingen voor detailhandel, geëtiketteerd in een ander Gewest dan het Waalse Gewest overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EG) nr. 1760/2000 en overeenkomstig een productspecificatie erkend door de betrokken bevoegde overheid, op de markt gebracht worden zonder voorafgaandelijke goedkeuring van bedoelde productspecificatie door de Minister voorzover :

1° de verpakkingen niet gewijzigd worden;

2° de productspecificatie goedgekeurd door de bevoegde overheid van het verpakkingsgewest eveneens betrekking heeft op de commercialisering van het voorverpakte rundvlees in het Waalse Gewest;

3° de bevoegde overheid die de productspecificatie heeft erkend de Administratie vooraf de nodige informatie heeft verstrekt.

Art. 6. Elke wijziging aangebracht in een goedgekeurde productspecificatie is het voorwerp van een nieuwe aanvraag om erkenning overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 3 à 5.

Art. 7. Als blijkt dat een handelaar of een organisatie niet voldoet aan de door de Minister goedgekeurde productspecificatie, legt deze laatste op voorstel van de Administratie sancties op onder de voorwaarden bedoeld in artikel 18 van Verordening (EG) nr. 1760/2000.

Art. 8. De Dienst houdt een register van de erkende productspecificaties, zoals bepaald bij artikel 10 van Verordening (EG) nr. 1825/2000.

HOOFDSTUK IV. — *Controlediensten*

Art. 9. § 1. Een door de Minister erkende Controledienst gaat na of de productspecificatie in acht genomen wordt.

§ 2. Om door de Minister erkend te worden moet de dienst :

1° overeenkomstig de Europese norm EN 45011 geaccrediteerd zijn voor bedoelde productspecificatie of, bij gebreke daarvan geaccrediteerd zijn in de voedingsmiddelensector en aan accreditatie-uitbreiding toe zijn voor bedoelde productspecificatie, waarbij de vereisten van de norm EN 45011 toegepast wordt;

2° voldoende garanties bieden inzake objectiviteit en onpartijdigheid jegens elke handelaar of organisatie onderworpen aan een controle;

3° constant beschikken over de nodige deskundigen en middelen om controles uit te oefenen op het rundvlees waarop de vrijwillige etikettering betrekking heeft.

§ 3. De kandidaat-controledienst richt zijn aanvraag om erkenning aan de Administratie.

De aanvraag om erkenning bevat hoe dan ook :

1° de benaming en de maatschappelijke zetel van de dienst;

2° een overzicht van de bevoegdheden en technische middelen waarover hij beschikt in het domein waarvoor de erkenning wordt aangevraagd;

3° de identificatie van de natuurlijke persoon die verantwoordelijk is voor alle uitgevoerde controles;

4° het bewijs van de naleving van de voorwaarden bedoeld in § 2.

§ 4. De Dienst onderzoekt de aanvraag; hij mag verzoeken om bijkomende rechtvaardigingen.

§ 5. Na onderzoek van de aanvraag om erkenning, eventueel aangevuld door verzoekende dienst op aanvraag van de Dienst, legt de Administratie een gemotiveerd voorstel tot erkenning of weigering van de erkenning ter goedkeuring voor aan de Minister.

§ 6. De erkenning wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt als ze toegekend wordt.

Art. 10. § 1. Naast de steekproefsgewijs controles uitgevoerd overeenkomstig artikel 7, § 2, van Verordening (EG) nr. 1825/2000, gaat de Controledienst regelmatig en minstens één keer per jaar bij de betrokken handelaars of organisatie na of voldaan wordt aan de voorwaarden die in de productspecificatie vastliggen.

Als de Controledienst vaststelt dat de correctieve maatregelen waarom gevraagd werd ingevolge de vermelde nalatigheden niet genomen werden, geeft ze de Dienst zo spoedig mogelijk kennis daarvan.

§ 2. De Controledienst bezorgt de Dienst uiterlijk 1 april een jaarlijks activiteitenverslag met o.a. een omschrijving van de toegepaste controlemethodes en een synthese van de verkregen resultaten.

§ 3. De Controledienst onderwerpt zich aan de controles van de Dienst en verstrekt hem elk gegeven dat hij vereist in het kader van de erkenning.

Art. 11. § 1. De Controledienst kan steeds van haar erkenning afzien d.m.v. een aangetekend schrijven dat minstens zes maanden voordat het afstand doen gevolg heeft aan de Administratie en aan de Minister gericht wordt.

§ 2. De erkenning van de Controledienst wordt volgens onderstaande procedure ingetrokken als ze niet meer voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9 en aan de voorwaarden bedoeld in artikel 10.

De Controledienst wordt vooraf door de Administratie geïnformeerd over de motieven die de overwogen maatregel rechtvaardigen.

De Controledienst wordt door de directeur-generaal van de Administratie gehoord en mag een memorie ter staving van haar verdediging overleggen. Het verhoor is het voorwerp van een proces-verbaal.

Het proces-verbaal, de eventuele memorie en elk ander gegeven dat de intrekking van de erkenning kan rechtvaardigen worden vervolgens voor definitieve beslissing aan de Minister voorgelegd.

§ 3. De intrekking van de erkenning treedt in werking binnen een termijn bepaald in samenspraak met de handelaar of de organisatie die houder is van de erkende productspecificatie, zonder evenwel zes maanden te overschrijden vanaf de datum waarop de Minister een beslissing neemt. Ze wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK V. — *Etiketteringsvoorwaarden*

Art. 12. § 1. Elke vrijwillige informatie mag slechts op de etikettering van het rundvlees toegevoegd worden als ze vergezeld gaat van de naam of van het identificatielogo van de handelaar of van de organisatie aan de oorsprong ervan.

In het geval van een toelating voor het gebruik van een naam van een regio van het Waalse Gewest, wordt hij met de naam van België aangevuld.

§ 2. De vrijwillige informatie mag voorkomen op etiketten apart van het etiket met de verplichte meldingen zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 9 juni 1999 betreffende de etikettering van het rundvlees en van de rundvleesproducten voorzover het hoofdgegeven van de vrijwillige informatie op het verplichte etiket voorkomt.

§ 3. De etiketten voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° ze kleven vast aan het vlees, de verpakking of de emballage, al naar gelang het geval;

2° als ze rechtstreeks op het vlees aangebracht worden, bevatten ze geen stoffen die schadelijk kunnen zijn voor de gezondheid van de mens of die de organoleptische kenmerken van het vlees kunnen wijzigen;

3° ze worden aangebracht zodat ze niet hergebruikt kunnen worden en, in voorkomend geval, vernietigd kunnen worden door opening van de verpakking of de emballage.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 13. Overtredingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Er wordt toepassing gemaakt van de bepalingen van het koninklijk besluit van 15 mei 2001 betreffende de administratieve boetes, bedoeld in artikel 8 van genoemde wet. Voor de toepassing van dit besluit is de aangewezen bevoegde ambtenaar de directeur-generaal van de Administratie en, als hij verhinderd is, de ambtenaar die hem vervangt.

Art. 14. Artikel 3, § 5, van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 betreffende de etikettering van het rundvlees en rundvleesproducten wordt opgeheven.

Art. 15. De goedkeuring van een productspecificatie en de erkenning van betrokken Controledienst, verleend overeenkomstig het koninklijk besluit van 9 juni 1999 betreffende de etikettering van het rundvlees en rundvleesproducten, blijven geldig gedurende een overgangperiode van zes maanden vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 16. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 november 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN